



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2019-70
Séance du 16 décembre 2019 à 18 heures 30**

L'an deux mille dix-neuf, le seize décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Caizergues, Carbonneill, Hervet, Joly, Lenoir, Petit, Serra, Weber
Mmes Albige's, Bérard, Castillo, Chibani, Fraisse, Olivier, Pervent, Vella,

Absents ayant donné procuration : M. Billette procuration à M. Joly, Mme Bertin procuration à Mme Castillo, Mme Maury procuration à Mme Albige's, M. Palau procuration à M. Caizergues, M. Perez procuration à Vella, Mme Vilaplana procuration à Mme Pervent

Absents excusés : /

Secrétaire de séance : M. Philippe Carbonneill

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 16

Procurations : 6

Absents : 0

Votants : 22

Date de convocation et affichage

09 décembre 2019

Objet : Concours du receveur municipal - attribution d'indemnité

M. le maire expose :

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Décide :

- de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100% par an,
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité et sera attribuée à Mme Catherine MASSE, Receveur municipal, sur la base de 12 mois.

La délibération est adoptée avec 19 voix pour, 3 voix contre et 0 abstention.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 16 décembre 2019
Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.6.3